

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 7

du 16 JAN. 2023

**mettant en demeure la société Rolanfer Recyclage de respecter certaines prescriptions pour l'exploitation de son installation de traitement mécanique de déchets métalliques sur le port de Thionville-Illange en application de l'article L 171-8-I du code de l'environnement.**

Le Préfet de la Moselle,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**Vu** le livre I, titre 7 du code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8-I ;

**Vu** les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) parues par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n°2020-A-32 du 15 décembre 2022 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Bruno Charlot, assurant la suppléance des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°89-AG/2-609 du 24 octobre 1989 modifié, autorisant la société Rolanfer Recyclage à exploiter des installations de récupération de déchets de métaux, de stockage et manutention de charbon à Illange et Florange ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 27 décembre 2022 relatif à la visite d'inspection du 29 novembre 2022 ;

**Vu** le courrier de l'exploitant du 9 janvier 2023 précisant qu'il n'avait aucune observation à formuler sur ledit projet d'arrêté ;

**Considérant** que la rubrique IED principale du site exploité par la société Rolanfer Recyclage est la rubrique 3532 ;

**Considérant** que lors de la visite du 29 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de :

- l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ne sont pas respectées pour ce qui concerne la mise en place d'au moins une des techniques prescrites par ladite annexe sur le broyeur de déchets métalliques du site ;
- l'annexe 3.1 VI de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé et de l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1989 modifié susvisé ne sont pas respectées pour ce qui concerne la mise en place d'un système d'aspiration des poussières opérationnel sur le broyeur de déchets métalliques ;

- l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ne sont pas respectées pour ce qui concerne la réalisation des analyses des émissions canalisées dans l'air suivant la fréquence prescrite par cette annexe ;

**Considérant** que le non-respect de ces dispositions est de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

*Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.*

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## A R R Ê T E

### Article 1

La société Rolanfer Recyclage dont le siège se situe 6 Rue André Campra à Saint-Denis, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son installation de traitement mécanique de déchets métalliques sur le Port public de Thionville-IIIange :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de :

- l'annexe 3.1 VI de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

*L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses [...] [tableau non reproduit dans son intégralité] :*

*Technique d : "confinement, collecte et traitement des émissions diffuses". Cela inclut des techniques telles que : [...] - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions ;*

- l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1989 modifié susvisé :

*Les émissions de poussières captées et aspirées devront être canalisées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage. [...]*

- l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

*L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet [...] met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.*

- dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'annexe 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 :

*III. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets : Effluents gazeux :*

- *Tous les traitements mécaniques des déchets*
- *Poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup> (ou 10 mg/Nm<sup>3</sup> lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable), avec une fréquence de surveillance semestrielle ;*
- *Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques (sans VLE) :*
  - *avec une fréquence annuelle :*
    - *Retardateurs de flamme bromés <sup>(1)</sup>*
    - *PCB de type dioxine <sup>(1)</sup>*
    - *Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) <sup>(1)</sup>*
    - *PCDD/F <sup>(1)</sup>*

- avec une fréquence semestrielle : COVT.

<sup>(1)</sup> Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.

## **Article 2 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

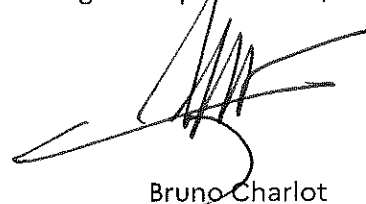
## **Article 3 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Rolanfer Recyclage.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, aux maires de Thionville et Illange et au sous-préfet de Thionville.

A Metz, le 16 JAN. 2023

Pour le préfet,  
le secrétaire général par intérim,



Bruno Charlot

## **Délais et voies de recours :**

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.

1. 1. 1.